



Burundi: Boom entrepreneurial, réelle transformation ou simple mirage?

- ▶ Entre 2022 et 2023, plus de 7 000 nouvelles entreprises ont été créées au Burundi, signe apparent d'un dynamisme entrepreneurial inédit. Pourtant, derrière cette explosion statistique se cache une réalité plus fragile : près de 89 % des emplois restent informels et jusqu'à 80 % des jeunes entreprises disparaissent avant cinq ans. Le boom entrepreneurial reflète-t-il une véritable transformation économique ou simplement une stratégie de survie face au chômage massif ? Décryptage.

En quelques années, le discours économique au Burundi a sensiblement évolué. La rhétorique n'étant plus de chômage massif, mais d'un véritable foisonnement d'entreprises. Entre juillet 2022 et juin 2023, la Banque africaine de développement recense au Burundi 6 324 nouvelles sociétés immatriculées, contre 4 794 l'année précédente.

Une progression spectaculaire. Les données de l'Agence de Développement du Burundi (ADB) indiquent qu'entre 2014 et 2021, le nombre d'entreprises enregistrées est passé de 4 214 à 26 762, tandis que les emplois projetés ont bondi de 51 465 à 380 090.

Auteur:
Janvier Cishahayo,
chercheur au CDE

Burundi, Mars 2026

Burundi : boom entrepreneurial, réelle transformation ou simple mirage ?

Entre 2022 et 2023, plus de 7 000 nouvelles entreprises ont été créées au Burundi, signe apparent d'un dynamisme entrepreneurial inédit. Pourtant, derrière cette explosion statistique se cache une réalité plus fragile : près de 89 % des emplois restent informels et jusqu'à 80 % des jeunes entreprises disparaissent avant cinq ans. Le boom entrepreneurial reflète-t-il une véritable transformation économique ou simplement une stratégie de survie face au chômage massif ? Décryptage.

Par Janvier Cishahayo, chercheur au CDE

En quelques années, le discours économique au Burundi a sensiblement évolué. La rhétorique n'étant plus de chômage massif, mais d'un véritable foisonnement d'entreprises. Entre juillet 2022 et juin 2023, la Banque africaine de développement recense au Burundi [6 324](#) nouvelles sociétés immatriculées, contre [4 794](#) l'année précédente. Une progression spectaculaire. Les données de l'Agence de Développement du Burundi (ADB) indiquent qu'entre 2014 et 2021, le nombre d'entreprises enregistrées est passé de [4 214](#) à 26 762, tandis que les emplois projetés ont bondi de 51 465 à 380 090. En 2023, l'ADB a recensé [7 366](#) nouvelles entreprises contre 2 768 en 2022, avec plus de 26 000 emplois déclarés. Au premier semestre 2023-2024, 4 152 entreprises morales et [12 355](#) physiques ont été créées, selon ces rapports officiels. Ce dynamisme est soutenu par des réformes comme le guichet unique électronique, réduisant le temps d'enregistrement à cinq jours et les coûts à [12,3 %](#) du revenu moyen.

Ces chiffres masquent une fragilité profonde car l'informalité domine. [89 %](#) des emplois non agricoles sont informels, et l'agriculture de subsistance absorbe plus de [80 %](#) de la population active. Le PIB par habitant stagne à environ [300 USD](#), avec une croissance réelle modeste de 3,5 % en 2024 (projetée à [4,6 %](#) en 2025 par la Banque africaine de développement). L'inflation reste élevée à [27 %](#) en 2025 (Heritage Foundation), et le chômage des jeunes avoisine [65 %](#). Beaucoup de créations relèvent d'une nécessité de survie plutôt que d'opportunités, dans un marché du travail formel restreint.

80 % d'échec en cinq ans, l'envers du boom entrepreneurial

La mortalité des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) est alarmante. [80 %](#) d'entre elles disparaissent dans les cinq premières années d'activité. Plusieurs facteurs expliquent cette fragilité. Les contraintes externes apparaissent parmi les plus déterminantes. L'accès au crédit reste fortement limité, avec des taux d'intérêt élevés oscillant entre [20 et 25 %](#). La bancarisation rurale demeure très faible avec près de 90 % des agriculteurs exclus du système financier formel. À cela s'ajoutent des infrastructures dégradées, qui augmentent les coûts opérationnels des petites entreprises de 30 à 50 %. Parallèlement, des facteurs internes aggravent la situation, notamment le manque de compétences managériales et de formation entrepreneuriale, qui se traduit souvent par une gestion financière fragile et compromet la pérennité des entreprises.

Les [travaux](#) réalisés par Bikorimana et Nziku (2025) ont [révélé](#) que les entrepreneurs burundais, souvent jeunes, cumulent des contraintes économiques comme une faible demande, les informations de marché limitées et des contraintes institutionnelles comme la corruption, et l'incertitude réglementaire. Sur 20 participants interrogés (10 femmes, 10 hommes), la plupart citent l'absence d'emplois salariés et la pauvreté comme moteurs principaux, confirmant que ces créations sont souvent une réponse à la survie plutôt qu'à l'innovation.

39,7/100 de liberté économique, les obstacles structurels à l'essor des entreprises

Se référant à l'[Indice](#) de la liberté économique 2025 de la [Foundation Heritage](#), le cadre institutionnel est profondément défavorable. Le score global s'établit à 39,7/100 (170e rang mondial), avec des notes basses en liberté des entreprises (31,9 %), liberté financière (30,0 %) et santé fiscale (12,2 %, pression fiscale à 16,4 % du PIB).

L'ingérence privilégie les grandes structures, laissant les MPME sans incitations fiscales. La dépendance à l'agriculture ([28,7 %](#) du PIB) expose les entreprises à des marchés instables. L'insécurité foncière freine les investissements ruraux, et les obstacles au commerce régional (EAC, COMESA, ZLECAf mal exploités) limitent l'expansion. La rareté de la main-d'œuvre qualifiée et l'instabilité post-conflit (fragilité accrue) créent un écosystème où la survie prime sur la croissance durable.

Quelles politiques et mécanismes pour inverser la tendance ?

La startup AgriTech Burundi peut inspirer plus d'un. [Fondée en 2022](#) pour numériser la traçabilité du café (documenté par Dushime, 2022), elle illustre parfaitement les voies de sortie. Confrontée initialement au manque de financement et aux infrastructures faibles, elle a survécu grâce à un partenariat pour des prêts à risque partagé et une formation en innovation. Résultat : [+40 %](#) de productivité pour 150 petits producteurs, réduction des pertes post-récolte et meilleure visibilité des prix. Ce cas d'étude met en lumière des solutions transposables :

- ❖ Créer des fonds dédiés aux MPME avec prêts à taux bonifiés et garanties partielles ;
- ❖ Multiplier les incubateurs et programmes de formation pratique ;
- ❖ Offrir des incitations fiscales pour l'enregistrement formel et l'innovation technologique (réduction de 10–15 % sur les taxes pour les startups numériques) ;
- ❖ Développer des partenariats public-privé pour l'infrastructure numérique et logistique (ciblant une réduction de 30 % des coûts de transport) ;
- ❖ Renforcer la transparence et la lutte anticorruption pour restaurer la confiance (visant un gain de 10 points sur l'indice de perception de la corruption d'ici 2030).

Le boom entrepreneurial au Burundi est indéniable en termes de volume, mais demeure souvent fragile dans sa substance. Sans réformes structurelles profondes telles que la libéralisation économique ciblée, un accès facile et élargi au financement, des infrastructures fiables, une formation entrepreneuriale de qualité et un renforcement effectif de l'État de droit, cet essor risque de rester une simple formalisation d'activités de survie plutôt qu'un véritable moteur de transformation économique inclusive. Les jeunes Burundais disposent du talent et de l'énergie nécessaires. Il revient désormais à l'État et aux partenaires de développement de créer un environnement propice où cet esprit d'entreprise pourra se traduire en croissance durable et en prospérité partagée.



CDE is a research and education organization focusing on public policy reform for free and prosperity Burundi



CDE Great Lakes
www.centrefordevelopmentgreatlakes.org